

Politique de Vote

Dans le cadre de la mise en oeuvre
de la Politique d'Engagement
Actionnarial

Année 2025

*Mis à jour le
23/01/2025*

PRÉAMBULE

Keren Finance ambitionne d'être un investisseur responsable, actif et exigeant comme en témoignent son adhésion aux PRI depuis 2020, l'évolution de sa gamme de fonds en ce compris la classification des fonds en Article 8 et 9 au sens de la réglementation SFDR et la démarche de labellisation ISR d'un fonds.

L'ensemble des démarches d'engagement actionnarial participent à l'objectif de défendre les intérêts des clients de Keren Finance avec la conviction que la prise en considération de l'ensemble des questions de gouvernance et des enjeux environnementaux et sociaux y contribuent pleinement. Ces critères extra-financiers sont intégrés dans les processus de gestion afin d'identifier et évaluer les opportunités et vulnérabilités en matière de durabilité; en second niveau, les risques ESG sont aussi surveillés dans notre approche holistique des risques pesant sur nos investissements.

L'exercice du droit de vote est un élément important du dialogue avec les émetteurs.

Keren Finance considère l'exercice du droit de vote comme faisant intégralement partie de sa gestion et comme devant être exercé dans le meilleur intérêt des porteurs.

MODE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Keren Finance dispose d'une équipe ESG qui prend en charge l'analyse et le vote des résolutions en assemblées générales, conjointement avec les équipes de gestion.

La politique de droits de vote de Keren Finance vise à promouvoir la valorisation à long terme des investissements des OPC. Elle encourage la diffusion des meilleures pratiques de gouvernance et de déontologie professionnelle. Keren Finance s'engage à voter dès lors qu'elle détiendra dans le cadre de son activité de gestion collective au moins 3% des titres émis sur le marché par un même émetteur pour une même catégorie de titres.

Toutefois, et dans le cadre notamment des recommandations des Principes de l'Investissement Responsable, il est recommandé aux gérants de voter au plus grand nombre possible d'Assemblées pour lesquelles ils estiment disposer des éléments d'information nécessaires afin de participer au vote, sous réserve d'impossibilités techniques les empêchant d'y participer.

La prise de connaissance des Assemblées Générales se fait au travers de l'information communiquée directement par les émetteurs, la presse spécialisée, les dépositaires, les systèmes d'information et également par l'AFG.

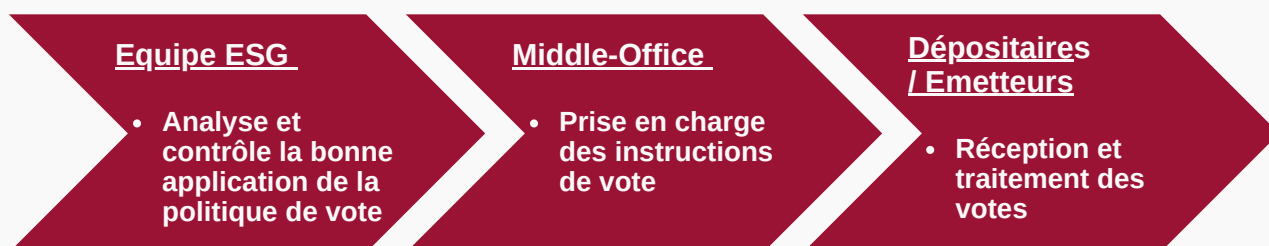
Champ d'application

En raison de leur coût élevé d'exercice, Keren Finance ne parvient pas à exercer systématiquement les droits de vote attachés aux instruments financiers étrangers. A compter de 2024, les gérants de Keren Finance s'efforceront de procéder à des votes sur les principales positions en valeurs européennes au travers de la plateforme Broadridge.

Keren Finance participe aux votes pour les sociétés françaises cotées et ce :

- Systématiquement, pour les sociétés françaises si les encours cumulés des OC gérés représentent, à la date limite de vote par correspondance, 0.5% des titres émis sur le marché pour une même catégorie de titres.
- Ponctuellement ou sur un événement en dehors des cas ci-dessus, si le gérant souhaite exprimer un vote de soutien ou manifester son désaccord, ou en cas de difficultés importantes faisant courir un risque important aux actionnaires.

Processus de vote



La société prévoit deux choix de mode de vote :

- Participation physique à l'Assemblée Générale,
- Vote par correspondance,

Keren Finance n'exclut pas de donner exceptionnellement pouvoir à une personne dénommée (procuration).

PRINCIPES DE LA POLITIQUE DE VOTE

Rémunération des dirigeants

Rémunération fixe :

Keren Finance considère que la rémunération fixe des dirigeants et des administrateurs doit être fonction du travail effectué et liée à l'évolution de la valeur intrinsèque de la société et de sa performance relative, financière comme extra-financière (selon des critères ESG par exemple), tout en s'inscrivant dans une perspective de long terme.

Rémunération variable :

Keren Finance considère que la rémunération variable doit proposer une incitation adéquate pour poursuivre un objectif de performance de long terme. Cette rémunération doit être plafonnée et ne doit pouvoir excéder 250% de la rémunération fixe afin de ne pas encourager une trop grande prise de risque ainsi que des rémunérations excessives.

Rémunération exceptionnelle :

Keren Finance estime que la politique de rémunération ne doit pas prévoir la possibilité d'une rémunération exceptionnelle sauf circonstances très particulières. Keren Finance étudiera au cas par cas les propositions de rémunérations exceptionnelles.

Dans cette thématique, nous jugeons également l'existence et la cohérence de comités de rémunération, le « Say on Pay », la transparence des rémunérations, toutes formes de rémunérations indirectes ou encore la part et les incitations retenues dans la rémunération variable.



Modifications statutaires

Keren Finance soutient le principe « une action, une voix ». Toute modification statutaire respectant ce principe ainsi que les standards de bonne gouvernance et le respect des droits d'information des actionnaires est accueillie favorablement. Au contraire, un refus sanctionne toute résolution instaurant des droits de vote doubles ou une limitation des droits de vote.

Keren Finance n'est pas favorable à l'insertion d'une obligation de déclaration de franchissement de seuil statutaire ou à un renforcement de cette obligation au regard de la privation de droits de vote qu'elle peut entraîner.

La modification de statuts visant la création d'actions de préférence est analysée par la société de gestion, selon les conditions particulières attachées à ces nouvelles actions.

Keren Finance est favorable au principe de la séparation des pouvoirs exécutifs et de contrôle sous forme d'une dissociation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général ou d'une structure à Conseil de Surveillance et Directoire, recommandé par l'AFG.

Keren Finance s'oppose à la révision à la hausse de l'âge limite statutaire en l'absence de plan de succession et au transfert du siège social dans un pays qui n'est pas justifié.

De plus, Keren Finance est défavorable à l'existence de dispositifs permettant à toute société de se protéger d'une offre publique hostile. L'analyse des résolutions proposées dans ce cadre utilisera les recommandations effectuées par l'AFG.



Approbation des comptes et affectation du résultat

En cas de réserve(s), les motivations des commissaires aux comptes sont analysées afin de décider d'une abstention ou d'un rejet des résolutions concernées.

Le quitus aux administrateurs est généralement accordé, sous réserve qu'aucun élément ne vienne compromettre la probité des dirigeants, comme dans le cas de poursuites légales ou de pratiques de mauvaise gouvernance.

L'affectation des résultats reste à la libre appréciation du gérant mais elle doit être équilibrée; tout dividende ou programme de rachat d'actions dont le montant cumulé excède les résultats de l'exercice doit dûment être explicité et compatible avec les perspectives et/ou maintien d'une structure financière pérenne. La rémunération des actionnaires doit par ailleurs rester proportionnée et ne pas entraver l'atteinte des objectifs environnementaux et sociaux poursuivis par la société.



Election des mandataires sociaux

Le conseil doit être composé en cas de succès des nominations proposées pour au moins un tiers de membres indépendants, c'est à dire libres de tout risque de conflit d'intérêts potentiel.

Les critères retenus pour qualifier les candidats d'indépendants sont ceux figurant dans le code AFEP/MEDEF : aucun lien salarié, ni lien d'affaires significatif, ni rémunération équivalant à un temps plein, pas de lien familial, pas d'historique de direction de la société ni de poste de commissaire aux comptes dans les cinq dernières années, pas de mandat croisé, moins de douze ans d'ancienneté comme administrateur. Une participation au capital doit être inférieure à 2%, sauf pour les petites sociétés (capitalisation boursière inférieure à 1 Md€), pour lesquelles Keren Finance retiendra un seuil maximal de 5%.

Le cumul de mandats doit être raisonnable. La limite stricte est de cinq mandats, et 3 mandats lorsque l'administrateur exerce des fonctions exécutives et/ou la Présidence d'un groupe. La durée des mandats doit permettre un renouvellement suffisant du conseil ou de sanctionner un éventuel manque d'assiduité. En principe, Keren Finance vote contre les mandats de plus de 4 ans.

Concernant les taux de présence des membres du conseil, ces derniers doivent être communiqués de manière individuelle et chaque année, pour les réunions du conseil et des comités. Keren Finance estime que ces taux d'assiduité doivent être supérieurs à 75%.

La dissociation des fonctions de Président et Directeur Général apparaît généralement souhaitable et impérative lorsqu'un PDG cumulant les deux postes quitte ses fonctions, pour le bon fonctionnement du Conseil d'Administration.

Keren Finance observe favorablement la représentation des salariés au Conseil d'Administration à condition toutefois qu'elle n'entrave pas l'indépendance de ce dernier.

Keren Finance vote favorablement pour la nomination de femmes de sorte à favoriser la mixité des Conseils d'Administration à condition toutefois que la nomination de femmes ne soit pas au préjudice de l'indépendance du Conseil d'Administration telle que définie ci-dessus.

Keren Finance considère que le comité d'audit et de rémunération doivent présenter un Président libre d'intérêts et au minimum une majorité de membres indépendants et vote systématiquement contre la nomination de membres des comités si ces conditions ne sont pas respectées. De plus, ces comités ne doivent inclure aucun membre de la Direction Générale conformément aux préconisations de l'AFG.



Approbation des conventions réglementées et transactions avec les parties liées

Les conventions réglementées sont des contrats signés (directement ou indirectement) entre la société et un ou plusieurs de ses mandataires sociaux ou actionnaire de référence (+ de 10% du capital).

Les conventions doivent être signées dans l'intérêt de tous les actionnaires, ce qui implique qu'elles doivent être clairement détaillées et stratégiquement justifiées et que leurs conditions soient équitables au regard des intérêts de tous les actionnaires. Keren Finance estime que le comité d'audit ainsi que les commissaires aux comptes doivent être impliqués dans la qualification des conventions réglementées.

Keren Finance se réserve la possibilité de refuser ces conventions lorsqu'elles sont contraires à l'intérêt de la société ou lorsque la transparence de ces conventions est insuffisante pour les analyser. Si les conventions sont liées, pratique qui ne reflète pas une bonne gouvernance, le vote sera négatif pour toute la résolution dès lors qu'au moins une convention ne nous semble pas conforme à l'intérêt des actionnaires.

Keren Finance vote contre les rémunérations des dirigeants par des conventions réglementées, puisque cela prive l'actionnaire minoritaire de toute transparence dans ses critères d'attribution.

L'analyse des résolutions proposées dans ce cadre utilise les recommandations effectuées par l'AFG quand elles sont disponibles.



Opérations en capital, opérations stratégiques et gestion des fonds propres

Le respect du droit préférentiel de souscription des actionnaires est fondamental lors des demandes d'autorisation globale d'augmentation de capital. Les enveloppes d'autorisation d'augmentation du capital sans DPS sont par conséquent étudiées et autorisées en fonction de la situation de la société et des modalités de l'augmentation de capital comme le montre le tableau suivant :

	Plafond du montant	Décote maximale
Ak sans DPS avec délai de priorité	33.33% du capital	Décote maximale 10 %
Ak sans DPS sans délai de priorité	10% du capital	Décote maximale 10 %
AK en rémunération d'offre publique d'échange	10% du capital	

Keren Finance s'oppose notamment à toute enveloppe non associée à un projet spécifique permettant d'augmenter le capital par l'intermédiaire de filiales ou en rémunération d'offres publiques, modalité qui permet de lancer une offre publique sans l'autorisation spécifique préalable de l'assemblée générale et peut constituer une arme de protection du capital.

Les émissions d'actions réservées à tiers dénommé font l'objet d'une étude au cas par cas par Keren Finance.

Keren Finance étant favorable au principe « une action, une voix », l'émission d'actions de préférence est systématiquement refusée. Les droits de vote double et/ou multiple peuvent être préjudiciables à la fois au niveau de l'entreprise et à l'attractivité des investissements.

Rachat d'actions

Les autorisations de rachats d'actions par les sociétés sont acceptées à l'exception de celles autorisées en période d'offre publique. Les rachats d'actions ne doivent pas résulter en un flottant résiduel inférieur à 25%.

Opérations stratégiques

Chaque opération de fusion, apport ou scission est appréciée en fonction de sa conformité à l'intérêt à long terme de tous les actionnaires, de sa cohérence avec les objectifs stratégiques de la société, et de ses conditions financières, lesquelles ne doivent pas mettre en cause ni la liquidité, ni la valorisation du titre ni le principe « Une action une voix ». Elle est étudiée au cas par cas.

L'association des dirigeants et salariés au capital

Dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés, une durée de détention minimum doit être précisée et l'augmentation de capital ne doit pas excéder 5%, ni la décote excéder 30%.

Dans le cas des attributions d'actions gratuites aux salariés, l'émission doit être limitée à 1% du capital, et la dilution maximale des plans existants n'excède pas 10%. Un critère de performance est recommandé.

Les autorisations d'attribution d'options sont acceptables aux conditions suivantes :

- 1- Un prix de souscription avec décote maximale de 30% par rapport au cours du marché ;
- 2- N'excédant jamais 1% du capital ;
- 3- Les options et actions gratuites en circulation n'excédant jamais 10% du capital à tout moment
- 4- Le délai entre leur attribution et leur revente doit être d'au moins 2 ans.



Commissaires aux comptes

Keren Finance veille à ce que les Commissaires aux Comptes puissent être considérés comme indépendants en s'assurant d'une rotation régulière. La durée cumulée des mandats ne doit pas être excessive. La durée maximale des mandats doit être de 10 ans pour les Commissaires aux Comptes et 24 ans pour les Co-Commissaires.

Keren Finance considère que les honoraires des commissaires aux comptes doivent être communiquées de façon claire et transparente et que ces honoraires liées aux missions de conseil ne doivent pas dépasser 70% des honoraires d'audit de manière à ne pas entacher leur indépendance.



Publications d'informations sur les thèmes ESG

Keren Finance vote pour les initiatives et les résolutions d'actionnaires favorisant la publication d'informations sur les questions ESG. Les résolutions Say on Climate sont analysées au cas par cas en ligne avec notre politique ESG.

GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

L'exercice des droits de vote est appliqué dans le strict intérêt des porteurs.

Dans le cadre de son activité de gestion de portefeuille pour compte de tiers, Keren Finance met en œuvre un dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts. Ce dispositif se traduit notamment par l'identification des conflits d'intérêts potentiels dans une cartographie dédiée ; des mesures d'encadrement adéquates sont mises en œuvre pour les risques identifiés. Ainsi, Keren Finance s'interdit d'exercer toute fonction de gestion ou de conseil en faveur de sociétés cotées dont elle pourrait être actionnaire.

En cas de situation de conflits d'intérêts, le gérant appréciera l'utilité de voter après avoir consulté par écrit le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne.

RAPPORT SUR L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La société rend compte de la manière dont elle a exercé ses droits de vote dans un rapport annexé au rapport de gestion annuel.

Ce rapport est établi par le RCCI dans les quatre mois de la clôture de l'exercice de la société et validé par la Direction.

Le rapport indique notamment :

- Le nombre de sociétés dans lesquelles Keren Finance a exercé ses droits de vote par rapport au nombre de sociétés dans lesquelles elle détenait des droits de vote,
- les cas pour lesquels elle a estimé ne pas pouvoir se conformer aux principes figurant dans cette présente procédure,
- les cas de conflit d'intérêts qu'elle a été amenée à traiter lors de l'exercice des droits de votes.

K E R E N

F I N A N C E



**Raphaël
ELMALEH**
Président
Gérant



**Christelle
DUPUIS**
Secrétaire Général
RCCI



**Alexandre
BRULE**
Analyste ESG



**Lamine
BAYOU**
Contrôleur Interne



**Romain
LORAS**
Contrôleur des
Risques



12 bis place Henri Bergson
75008 Paris
Tel : 01.45.02.49.01

